



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

aide au développement

Question écrite n° 81960

Texte de la question

M. Jean-Louis Bianco attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé de la coopération et de la francophonie sur la mise en application des objectifs du millénaire pour le développement tels que définis lors du sommet du millénaire des Nations-unies en 2000. Ils concernent des actions visant à lutter contre l'extrême pauvreté, contre la faim, en faveur de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau, de l'égalité homme-femme, de la préservation de l'environnement, ainsi que de la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Or, dix ans plus tard, les chiffres montrent que 55 à 90 millions de personnes supplémentaires vivent dans l'extrême pauvreté, et que le nombre de personnes souffrant de la faim est à ce jour supérieur à 1 milliard. La situation de crise économique mondiale a aggravé encore davantage cette situation. Ainsi, au moment où 2 % de la population mondiale possède 50 % des richesses, les mesures que s'appêtent à prendre les pays riches pour faire face à leurs déficits se doivent de tenir compte de l'aggravation de cette situation. Il lui demande de préciser les mesures qu'il entend mettre en oeuvre au niveau national mais aussi à l'échelon européen, en matière d'aide publique au développement, et s'il entend signer le protocole facultatif au pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels qui permettrait aux populations du nord comme du sud d'exiger au niveau international la mise en oeuvre effective de leurs droits.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Bianco](#)

Circonscription : Alpes-de-Haute-Provence (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 81960

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Coopération et francophonie

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 juin 2010, page 6798

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)